Le Soir
PANORAMA

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

A FONDS PERDUS

L'innocence du silence

Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

La commémoration du 30e anniversaire de la disparition du président Houari Boumediene a, une fois n'est pas coutume, donné lieu à la production de nombreux dossiers de presse et de suppléments spéciaux. Il a même été recensé plus d'articles de presse que de personnes qui ont fait le déplacement à El-Alia pour se recueillir à la mémoire du défunt.

Parmi les contributions qui ont été publiées, celle d'Ali Mebroukine se propose de «Revisiter la mémoire de Houari Boumediene» (*) en quinze petits paragraphes entrecoupés d'interlignes.

Au dixième paragraphe, introduit sous l'intertitre «Un président circonvenu par son entourage» — la litanie du «chef est bon, tout le mal vient de ses collaborateurs» ! — Mébroukine évoque la période qui commence fin 1976, avant l'élection présidentielle.

Il est fait notamment état d'un «rapport ultrasecret commis par quelques experts à l'honnêteté insoupçonnable qu'il avait lui-même commandé». C'est la première fois qu'il est publiquement fait état de ce rapport ultrasecret. Qui l'a fait ? Qui sont ces experts insoupçonnables dans leur honnêteté ? A l'instigation de qui ont-ils agi ? Quelle suite a-t-elle été réservée à leur rapport ? Quelle est la qualité et la valeur référentielle de cet obscur document ?

Au-delà du document source, quel est le message que s'entête à transmettre Mebroukine ? Essentiellement que le rapport en question fait état de la méfiance de Boumediene à l'égard de trois de ses ministres — Bélaïd Abdesselam, Tayebi Larbi et Abdelghani — quant à la qualité de leur gestion et de leur action. Méfiance enfin à l'égard d'un quatrième ministre — M. Abdelmadjid Aouchiche, en charge de la Construction — dont il «avait juré sa perte tant les trafics auxquels se livrait ce dernier et les malversations dont il s'était rendu coupable insultaient par trop l'austérité que H. B. avait imposée à l'ensemble des Algériens».

Pour avoir couvert «de près» les activités ministérielles de la dernière personne incriminée, pour le compte du quotidien *El Moudjahid* où j'exerçais à l'époque, rien dans les deux allégations ne pouvait nous échapper si elles comportaient le moindre soupçon de preuve. Lorsqu'on est journaliste dans un quotidien, étudiant volontaire agissant pour une cause aussi sacrée que la Révolution agraire, militant d'un parti clandestin d'opposition et qu'on est chargé de suivre les activités d'un ministre, et pas n'importe lequel, le moindre soupçon de magouille aurait fait l'objet d'au moins un petit entrefilet dans la presse underground. Les règles du centralisme démocratique assuraient une remontée et une rediffusion de l'information autorisant les recoupements nécessaires à un meilleur éclairage de l'action. Or, tout autour de moi témoignait de la rigueur, de la droiture et de la rectitude du ministre de la Construction, même si son «libéralisme» n'était pas du goût des plus sectaires d'entre nous. Je me rappelle notamment d'un propos prémonitoire tenu à l'endroit de hauts cadres de l'Etat peu convaincus de sa nécessité ou peu enthousiastes à réaliser le programme annuel des 100 000 logements sociaux : «Si on ne le fait pas pour au moins stabiliser le déficit, les nécessiteux viendront sous peu mettre le feu à vos villas.» Douze ans plus tard, l'Histoire lui donnait raison.

La démarche, d'où qu'elle émane, est suspecte. Elle soulève notamment trois questions incontournables relatives à la place de la violence dans nos sociétés, y compris parmi les intellectuels et leurs discours, la place du chef et la place de la mémoire dans le fait historique.

1. L'historien Robert Muchembled (**) montre comment l'Occident a su contrôler les instincts meurtriers de ses populations et comment la culture occidentale a jugulé cette violence meurtrière engendrée pour l'essentiel par ces jeunes mâles que sont «les jeunes hommes à marier», comment un droit communautaire lié à la notion d'honneur, familial ou individuel, s'est transformé en un tabou moral, «ne pas tuer». Ce déclin spectaculaire de la violence n'avait rien d'obligatoire. Longtemps, la violence constitua l'un des éléments du dynamisme et de l'expansion de l'Europe. Au Moyen-Age et au moins jusqu'au XVIIe siècle, non seulement la mort violente est banale, mais elle paraît souvent licite, voire nécessaire. Au XVIe siècle, les nouvelles valeurs touchent les campagnes: un monde nouveau se profile lentement, celui du contrôle de soi et de «la civilisation des mœurs». La violence n'est plus acceptée. De nouvelles pratiques judiciaires s'installent. L'Etat moderne expérimente des méthodes plus efficaces de contrôle social afin de remplir au mieux les missions dévolues au prince, «défendre la vraie foi, maintenir la paix, imposer le droit et promouvoir le bien collectif». Suit le temps de la violence apprivoisée ; il conduit jusqu'en 1960. Un temps où se distinguent de plus en plus la violence légitime, qui assure la défense de la patrie, et la violence illégitime, qui perturbe l'harmonie sociale. Nous en sommes encore là.

2. Comment un homme aussi puissant et éclairé que Boumediene peut-il se permettre de s'entourer de serviteurs qui ne lui soient pas acquis ? Toute l'histoire du pays plaide pour le contraire.

M. Abdelhamid Mehri, ancien secrétaire général du FLN, soulignait dans une récente déclaration qu'un usage consacré «pense l'Algérie en tant que présidence» et reporte ou évite carrément de la «penser en termes d'Etat». Bien plus, regrette-t-il encore, «la réflexion sur la présidence, elle-même, est davantage centrée sur la personne du président plutôt que sur l'institution présidentielle».

On retrouve ici une marque des sociétés archaïques, fortement marquées par les scories du féodalisme, avec un pouvoir centripète qui ramène tout à la personne du chef. Aussi, en Algérie, au-dessus des normes écrites, se trouvent les normes non écrites qui en témoignent.

Cet absolutisme n'est au demeurant pas propre à notre pays. Il reconduit un héritage qui plaide pour «le dilemme du prisonnier» qui, en théorie, relate le cas où, craignant le comportement opportuniste de celui auquel il est confronté, le joueur choisit une solution qui minimise les risques, même s'il peut tirer meilleurs profits et avantages s'il était en situation de coopération ou de confiance.

3. L'histoire s'écrit par les historiens et ses acteurs ou ses témoins. Les premiers recourent aux matériaux qui établissent, irréfutablement, les faits et les dates, les trames et les lois (c'est-à-dire des faits qui se répètent). Les seconds font œuvre mémorielle et participent à son écriture, pour peu qu'ils jouissent de la plénitude de leur lucidité et de leur intégrité. Au rang de ces matériaux : les décisions de justice, les actes notariés, les minutes des tribunaux, etc., dans l'ensemble, des actes authentiques, même non portés à la connaissance du public et dont le secret finit par tomber avec le temps. La question éthique qui se pose ici est la suivante : comment un citoyen qui n'a fait l'objet d'aucune poursuite ou de condamnation judiciaire ou extra-judiciaire pour des faits donnés peut-il être rendu coupable de ces mêmes faits par un «rapport ultrasecret» dont le lecteur n'a pas connaissance ?

Oswald Ducrot écrivait que le «problème général de l'implicite est (...) de savoir comment on peut dire quelque chose sans pour autant accepter la responsabilité de l'avoir dite, ce qui revient à bénéficier à la fois de l'efficacité de la parole et de l'innocence du silence».On sait à quel point les silences peuvent aussi tuer.

A. B.

(*) *El Watan*, supplément du 27 décembre 2008, page 7.

(**) Robert Muchembled, *Une histoire de la violence, de la fin du Moyen-Age à nos jours*, le Seuil, Paris, 512 pages.

POUSSE AVEC EUX !

Ça y est ! Elle est installée !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

Massacre des populations palestiniennes à Ghaza. Le RCD exige la…

…la présence d'observateurs internationaux !

Dans la bourse des valeurs sûres, c'est la plus sûre ! La commission nationale chargée de la préparation et de l'organisation de l'élection présidentielle. Elle vient d'être installée officiellement par Ouyahia, une autre valeur sûre. L'intérêt avec cette commission nationale chargée de la préparation et de l'organisation des élections, c'est sa stabilité. Qu'il pleuve, qu'il vente, qu'il fasse beau, que les prix des fruits et légumes flambent, que les cours du pétrole chutent, que Cheb Yazid sorte un dernier album entièrement dédié aux femmes, que Cheb Mami raconte depuis des années qu'il est à la disposition de la justice française, mais à partir d'Alger, que le championnat de division une de football se dirige comme chaque année vers une suprématie totale de l'Entente de Sétif, que Boubekeur Benbouzid brigue un 16e mandat à la tête de l'éducation du pays, quels que soient les circonstances, les conditions et le contexte, la commission nationale chargée de la préparation et de l'organisation des élections restera inébranlable, tels ces menhirs posés là, sur une plaine, et dont on ne sait pas grand-chose, mais dont on soupçonne qu'ils resteront en place longtemps encore. Et comme les menhirs, la commission est rassurante. A chaque élection, nous sommes sûrs qu'elle prononcera les paroles qu'il faut, celles qui ne fâchent surtout pas, celles qui ne surprennent pas. Car le rôle de la commission nationale chargée de préparer et d'organiser les élections, c'est d'abord et avant tout de ne pas surprendre. Et pour ne pas surprendre, la commission dispose d'un atout suprême, d'une arme infaillible. Un langage propre à elle. Un discours unique, typé qui vous fait dire, lorsque vous l'entendez : «Tiens ! La commission vient de s'exprimer !» Ainsi, dans le langage de la commission, «les préparatifs vont toujours bon train». Il n'y a jamais «d'obstacle majeur au travail de la commission, et les petits problèmes qui peuvent surgir ça et là seront vite réglés grâce à la volonté politique clairement exprimée par les hautes autorités du pays, avec à leur tête le chef de l'Etat, gardien jaloux des prérogatives de la commission et de son indépendance responsable». Au sein de la commission, «chaque membre est profondément conscient de l'honneur qui lui a été accordé par la république reconnaissante envers ses valeureux fils en le nommant à cette fonction exaltante, celle de préparer la kermesse démocratique». La commission «ne sera guidée dans son travail que par l'intérêt suprême de la nation, elle se place au-dessus des personnes, des partis et des positions partisanes, car le seul parti de la commission, c'est l'Algérie !» En ces temps de grands chamboulements, il est bon de savoir que la commission nationale chargée de préparer et d'organiser les élections a été installée. C'est une valeur sûre. Presque aussi sûre que de fumer du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.